

Espaces ruraux et périurbains

104 Mesures aqua-environnementales ■ Des « mesures aqua-environnementales » (MAquaE) ont été instituées dans le cadre de l'application du Fonds Européen pour la pêche (FEP) pour la période 2007-2013.

Une mesure aqua-environnementale vise à favoriser la mise en oeuvre de méthodes de production aquacole contribuant à la protection et à l'amélioration de l'environnement et à la préservation de la nature par un pisciculteur volontaire, en contrepartie d'indemnités ([Circ. 24 déc. 2012, NOR: DEVMI229876C](#); [BO min. Écologie n° 1/2013, 25 janv. 2013](#)).

Les MAquaE sont mises en oeuvre au travers de deux dispositifs, à savoir ([Circ., préc., § 1.4 et ann. 1 et 2](#)) :

- un dispositif national sur la conversion à la pisciculture biologique en bassins ou cage ;
- un dispositif national pouvant faire l'objet d'une déclinaison locale : pisciculture en étangs, dispositif incluant également une sous-mesure relative à la conversion à l'aquaculture biologique.

Le maintien en aquaculture biologique ne peut pas faire l'objet d'une MAquaE quelles que soient les modalités d'élevage (bassins, cages ou poly-production piscicole en étangs) ([Circ. préc., § 1.4](#)).

Le cahier des charges de chaque mesure précise les objectifs poursuivis, les critères d'éligibilité spécifiques à la mesure aqua-environnementale, les obligations aqua-environnementales à respecter par le souscripteur, le montant des indemnités annuelles ainsi que les points de contrôle et sanctions ([Circ., préc., § 1.1](#)).

Remarque : la priorité est donnée aux dossiers présentant le meilleur impact environnemental ou concourant à maintenir et développer une aquaculture durable tout en s'inscrivant dans les objectifs du réseau Natura 2000 et de la directive-cadre sur l'eau ([Circ. préc., § 1.2](#)).

Les mesures aqua-environnementales sont souscrites pour cinq ans au travers d'un engagement aqua-environnemental ([Circ., § 1.5](#)) :

- l'élément engagé est un élément de l'espace aquacole sur lequel portent les obligations aqua-environnementales et peut être de nature surfacique (étang) ou volumique (bassins ou cages) ;
- le bénéficiaire devra, pendant toute la durée de son engagement, déposer une déclaration des surfaces ou volumes engagés ainsi qu'une déclaration annuelle de respect des engagements ;
- les agriculteurs/pisciculteurs déjà engagés dans une mesure agri-environnementale ne pourront pas bénéficier des mesures aqua-environnementales comme prévu dans le programme opérationnel du FEP. Le demandeur ne peut pas être engagé dans une autre mesure aqua-environnementale.

L'aide est plafonnée à 7 600 euros annuels par an et par exploitation, soit un total maximal de 38 000 euros sur cinq ans ([Circ. préc., § 3.8](#)). Le dossier de demande d'une MAquaE doit être déposé au plus tard le 15 octobre 2013 auprès de la DDT (M) du siège de l'exploitation ([Circ., préc., § 3.3](#)).

Remarque : le dispositif relatif à la pisciculture en étangs fait l'objet d'indemnités annuelles sur toute la durée de l'engagement, soit cinq ans. Le dispositif relatif à la conversion à l'aquaculture biologique fait l'objet d'indemnités uniquement sur les deux premières années de l'engagement (limitées à 38 000 euros sur deux ans) ([Circ. préc., § 1.5 et 3.8](#)).